



**ACADÉMIE
DE VERSAILLES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le livret d'accompagnement de programme : droits, libertés et responsabilité en CAP et seconde baccalauréat professionnel

Juin 2025 (1)

<https://eduscol.education.fr/1761/programmes-et-ressources-en-enseignement-moral-et-civique-voie-professionnelle>

Pourquoi un livret d'accompagnement ?

Actualiser les
connaissances

Favoriser
l'appropriation
du programme
d'EMC

Outiller et
inspirer

Illustrer la
logique de
compétences
attendue

Sommaire



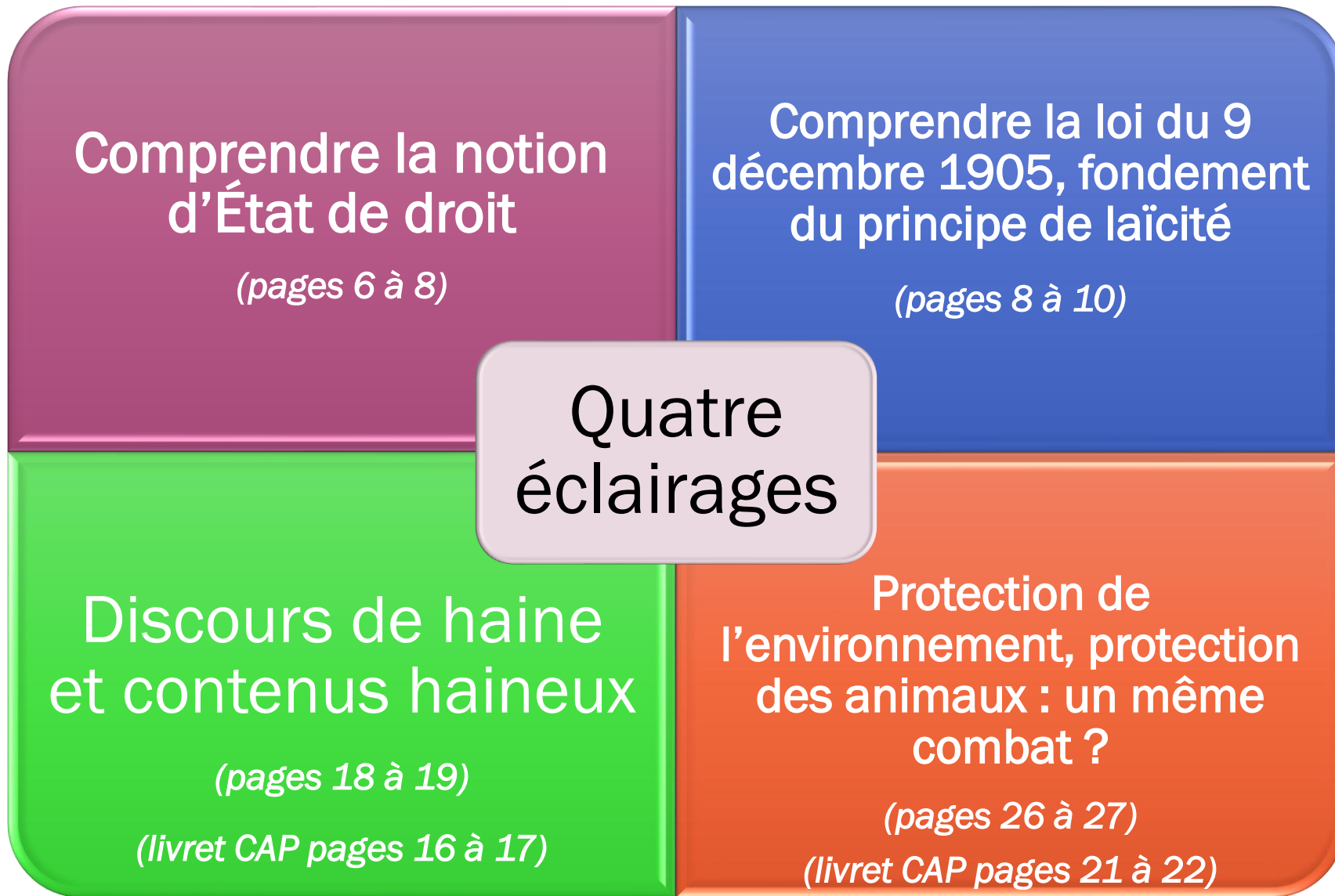
- I. Actualiser les connaissances
- II. Illustrer la logique de compétences attendues
- III. Outiller et inspirer
- IV. Tableaux récapitulatifs des propositions pédagogiques

I. Actualiser les connaissances



Arcimboldo, G. (vers 1562-1566). *Le Bibliothécaire* [Huile sur toile]. Château de Skokloster, Suède.

1. Des éclairages pour le professeur



Quatre éclairages

Comprendre la notion
d'État de droit

(pages 6 à 8)

Comprendre la loi du 9
décembre 1905, fondement
du principe de laïcité

(pages 8 à 10)

Discours de haine
et contenus haineux

(pages 18 à 19)

(livret CAP pages 16 à 17)

Protection de
l'environnement, protection
des animaux : un même
combat ?

(pages 26 à 27)

(livret CAP pages 21 à 22)

État de droit

2. Sur cet aspect, on peut consulter un article de Franck Baron, « [La séparation des pouvoirs](#) », publié sur le site vie-publique.fr. L'auteur y précise qu'une séparation pure n'a été que rarement mise en œuvre dans l'histoire, car elle peut constituer un facteur de blocage. Contrôle et limitation varient selon qu'il s'agit d'un régime parlementaire ou présidentiel.

Note infrapaginale page 6 – livret BAC

Loi du 9 décembre 1905 - principe de laïcité

7. Voir l'article de Pierre Tournemire, « La séparation de l'Église et de l'État. La loi du 9 décembre 1905 » proposé sur le site BnF Les essentiels consacré à la laïcité. Sur la qualification de « libérale », voir Jean Baubérot, « Parler de « séparation libérale » reviendrait-il à mésinterpréter la loi de 1905 ? » dans *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique de Séparations des Églises (1902-1908)*, Editions de la MSH, 2021.
8. Ces deux branches du protestantisme français ont fusionné en 2012 pour n'en former plus qu'une, l'Église protestante unie de France.
9. C'est également le cas pour tous les cultes depuis lors, qui s'organisent sous forme associative dans la sphère privée (celle des intérêts privés, individuels et collectifs, c'est-à-dire la sphère des individus et des groupements, des communautés, libres dans le respect de la loi).
10. Pour une définition des associations culturelles, diocésaines, voir l'éclairage proposé sur le site vie-publique.fr : [Le régime de séparation entre l'État laïque et les cultes](#).
11. Avis n° 185107 du Conseil d'État, 13 décembre 1923.
12. La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a renforcé les contrôles sur les associations y compris culturelles 1905 ou mixtes 1907. Ils sont renforcés également sur les territoires non concernés par la loi de 1905.

Note infrapaginale page 9 – livret BAC

Approfondir les thématiques

Discours de haine

23. Thomas Hochmann, « [Les discours de haine, le droit pénal et la Cour européenne des droits de l'Homme](#) », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2024, chron. n°5.

Note infrapaginale page 18 – livret BAC

Protection de l'environnement, protection des animaux

30. Le site vie-publique.fr propose un éclairage intitulé « [Bien-être animal : une préoccupation croissante](#) », qui rappelle les grandes évolutions juridiques et le rôle des associations militantes.
31. La loi du 16 février 2015 a créé l'article 515-14 du Code civil, qui précise : « Les animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité. Sous réserve des lois qui les protègent, les animaux sont soumis au régime des biens. »
32. Catherine Larrère, *Les philosophies de l'environnement*, Paris (PUF), 1997, p.44-45. Dans un chapitre intitulé « Les animaux et l'environnement », l'auteure montre comment la défense de droits individuels pour les animaux peut entrer en contradiction directe avec la défense des espèces : « les éthiques du bien-être animal tendent ainsi à imposer universellement un modèle anthropocentrique (règle du bien-être, diminution des souffrances), quand la recherche d'une éthique environnementale était issue, à l'opposé, de la mise en question de la validité, comme des bienfaits, de ce modèle anthropocentrique » (p. 56-57).

Note infrapaginale page 27 – livret BAC

2. Des ressources

Supports documentaires

- [Loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique](#), [legifrance.fr](#).
- « [La PMA pour toutes les femmes est désormais autorisée en France](#) », [info.gouv.fr](#), 30 septembre 2021.
- « [Bioéthique : l'ouverture de la PMA à toutes les femmes](#) », [vie-publique.fr](#), 8 septembre 2023.
- « [Procréation médicalement assistée \(PMA\)](#) », [service-public.fr](#).

Extrait de la page 13 du livret d'accompagnement BAC

Des documents pour accompagner la proposition d'activité

Des documents pour mener la séance

Documents

- « [Désinformation/Mésinformation/Malinformation : décryptage des nuances](#) », article de l'Institut supérieur de formation au journalisme, 28 décembre 2023.
- [Sénécat Adrien, « Dominique Cardon : " Ce ne sont pas les réseaux sociaux qui ont créé des bulles informationnelles " »](#), [lemonde.fr](#), 21 octobre 2018.

Extrait de la page 21 du livret d'accompagnement BAC

Marie Quenet, « Détenus, ils ont passé le bac en prison », [jdd.fr](#), 12 juillet 2015 (mis à jour le 9 janvier 2023).

Quelques centaines de détenus décrochent chaque année le bac ou son équivalent. Rencontre avec Kramoko, qui vient d'obtenir son diplôme à la maison d'arrêt de Nanterre.

« Cela a été une satisfaction... » Kramoko, imposant gaillard de 1,96 m, marque une pause. « Pour ma mère, pour la rendre fière. » À 21 ans, il vient de décrocher son bac pro avec mention bien. Ce vendredi, on le rencontre dans la salle de classe. Derrière lui, le tableau blanc est encore couvert de notes. À la fenêtre, des barreaux rayent l'horizon. Incarcéré depuis un an et demi, le jeune homme a passé son examen à la maison d'arrêt de Nanterre (Hauts-de-Seine). Dans cette aile de l'établissement pénitentiaire, l'école regroupe sept salles de cours, deux salles d'informatique, un labo et une bibliothèque. Cette année, six détenus y ont passé le bac, cinq l'ont obtenu. Kramoko visait la mention très bien, mais il a eu 11 en espagnol : « J'ai été interrogé à l'oral le lendemain de mon jugement. Je n'avais pas trop la tête à cela. » Sylvie Paré, la responsable locale de l'enseignement, ne tarit pourtant pas d'éloges : « C'est l'élève qui a eu la meilleure note au bac [15,46] depuis que je travaille ici, en quinze ans ! »

Les copies mélangées aux autres

L'an dernier, selon l'administration pénitentiaire, 220 détenus ont décroché le bac ou son équivalent, le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU), plus facile à préparer. Ils étaient 319 à tenter leur chance (environ 30 % au bac). « Souvent, ce sont de jeunes majeurs, de 18 à 25 ans, pas très éloignés de leur scolarité et qu'on arrive à remobiliser. Ou bien des adultes condamnés qui entendent profiter de leur détention pour obtenir des certifications et se réinsérer », décrit Isabelle Bryon, responsable nationale de l'enseignement en milieu pénitentiaire. Des candidats au bac comme les autres : « Ce sont les mêmes épreuves qu'à l'extérieur. Elles se déroulent au même moment, dans les mêmes conditions, avec les mêmes modalités de surveillance », précise le ministère de l'Éducation. Les copies, anonymes, sont mélangées aux autres. Seule différence : c'est le jury qui se déplace pour les oraux. La visioconférence n'a pas encore été utilisée. Kramoko ne stressait pas trop. Avant son incarcération, il préparait un bac sciences et technologies de l'industrie, génie civil : « J'avais un très bon niveau. » À la maison d'arrêt, il a dû se rabattre sur gestion et administration : « Il n'y avait pas le choix, c'est le seul bac qu'on prépare ici. » Mais il était motivé : « Je mets ma détention à profit. J'ai fait une erreur. Là, ce diplôme, c'est un nouveau départ, un tremplin vers l'avenir ! »

Se préparer sans Internet

Réviser demande pourtant de la persévérance, surtout en maison d'arrêt : « Ce n'est pas évident de travailler en cellule avec un codétenu qui n'est pas dans la même optique », confie le jeune bachelier, qui révisait la nuit quand il y avait moins de bruit. En prison, où Internet est interdit, certains documents ne sont pas accessibles : « Je demandais à ma mère de m'apporter des livres du dehors. » Enfin, les temps des enseignements (ici, 21 heures hebdomadaires pour préparer le bac) sont souvent rognés : « Parfois, les parloirs avocat tombent en même temps. Ou bien il faut choisir entre promenade et cours. » La vie carcérale a aussi ses contraintes : un candidat au bac L a, par exemple, été jugé au moment des épreuves, il passera l'examen en septembre. Un détenu de 42 ans a dû renoncer : il avait besoin de travailler pour gagner de l'argent. Certains s'inscrivent par ailleurs au bac en espérant bénéficier d'une réduction de peine, qui peut être accordée à des « condamnés qui manifestent des efforts sérieux de réadaptation sociale, notamment en passant avec succès un examen scolaire ». Ce matin, à la bibliothèque, un détenu salue Kramoko : « Félicitations. Avoir le bac ici, c'est quelque chose ! Cela donne de l'espoir. » Le jeune diplômé, lui, songe déjà à la suite : « Je veux faire une licence en comptabilité-gestion et poursuivre dehors jusqu'au master. » Il va s'inscrire à une formation du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), par correspondance. La maison d'arrêt ne propose pas de cours au-delà du bac.

Extrait de la page 16 du livret d'accompagnement BAC

Supports documentaires possibles

- Article 2 du traité sur l'Union européenne.
- Articles 41 et 47 de la Charte européenne des droits fondamentaux.
- Frank Baron, « [Qu'est-ce que l'État de droit ?](#) », sur le site vie-publique.fr, 2018.
- Infographie : la pyramide de Kelsen, représentation de la hiérarchie des normes (voir *supra*).
- « [Quelles sont les caractéristiques d'un État de droit ?](#) », vie-publique.fr.
- Présentation de [la justice administrative](#) sur le site du ministère de la Justice.
- La procédure devant le juge administratif : [vidéo](#) du ministère de la Justice.
- « [Les décisions de justice dans votre quotidien](#) », sur le site du Conseil d'État tout-savoir.
justice-administrative.fr.

Corpus documentaire et dossier documentaire

Corpus documentaire

En préambule – Définir la démocratie environnementale

La **démocratie environnementale** regroupe l'ensemble des processus permettant aux citoyens d'accéder aux informations sur l'environnement, de participer à l'élaboration des décisions publiques qui impactent l'environnement et de saisir la justice pour défendre l'environnement. La participation du public est donc un pilier de la démocratie environnementale.

Source : CESE, « [Démocratie environnementale et urgence écologique : comment réenchanter la participation du public ?](#) », 9 octobre 2024.

Document 1 – Assises pour la charte de l'environnement

Extrait du journal télévisé de France 3 – Pays de la Loire, 29 janvier 2003 (2 min 32 s).

Source : L'INA éclaire l'actu, « [Assises pour la charte de l'environnement](#) ».

Document 2 – La Charte de l'environnement

Le texte est disponible [en ligne](#) sur le site du Conseil constitutionnel (également sur Légifrance).

Document 3 – Un exemple de mise en œuvre de la participation citoyenne à la démocratie environnementale : la convention citoyenne pour le climat (2019-2021)

La Convention Citoyenne pour le Climat, c'est quoi ?

Pour la première fois, un panel décrivant la diversité des citoyens et citoyennes françaises est directement impliqué dans la préparation de la loi.

La Convention Citoyenne pour le Climat, expérience démocratique inédite en France, a pour vocation de donner la parole aux citoyens et citoyennes pour accélérer la lutte contre le changement climatique. Elle a pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale.

Décidée par le Président de la République, elle réunit cent cinquante personnes, toutes tirées au sort ; elle illustre la diversité de la société française.

Ces citoyens s'informent, débattent et prépareront des projets de loi sur l'ensemble des questions relatives aux moyens de lutter contre le changement climatique. Les séances plénières sont retransmises sur ce site.

Le Président de la République s'est engagé à ce que ces propositions législatives et réglementaires soient soumises « sans filtre » soit à référendum, soit au vote du parlement, soit à application réglementaire directe.

Source : page d'accueil du site de la [Convention citoyenne pour le climat](#).

Dossier documentaire

Document 1 : extraits du code rural et de la pêche maritime

Article L.214-1 : « Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce. »

Article L.214-3 : « Il est interdit d'exercer de mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

Des décrets en Conseil d'État déterminent les mesures propres à assurer la protection de ces animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives et à leur éviter des souffrances lors des manipulations inhérentes aux diverses techniques d'élevage, de parage, de transport et d'abattage des animaux.

Il en est de même pour ce qui concerne les expériences biologiques médicales et scientifiques qui doivent être limitées aux cas de stricte nécessité. »

Article R.215-4 : « I – Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe, le fait pour toute personne qui élève, garde ou détient des animaux domestiques ou des animaux sauvages apprivoisés ou en captivité :

1^o De les priver de la nourriture ou de l'abreuvement nécessaires à la satisfaction des besoins physiologiques propres à leur espèce et à leur degré de développement, d'adaptation ou de domestication ;

2^o De les laisser sans soins en cas de maladie ou de blessure ;

3^o De les placer et de les maintenir dans un habitat ou un environnement susceptible d'être, en raison de son exigüité, de sa situation inappropriée aux conditions climatiques supportables par l'espèce considérée ou de l'inadaptation des matériels, installations ou agencements utilisés, une cause de souffrances, de blessures ou d'accidents [...] »

Article R.215-10 : « I – Sont punis de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe :

1^o Le fait, pour toute personne responsable d'un établissement utilisateur dans lequel sont pratiquées des procédures expérimentales sur les animaux, de ne pas s'assurer :

b) Que les animaux détenus reçoivent les soins nécessaires à leur bon état d'entretien prévus par les dispositions de l'article R.214-17. »

Document 2 : extraits du code pénal

Article 131-13 : « Constituent des contraventions les infractions que la loi punit d'une amende n'excédant pas 3 000 euros.

Le montant de l'amende est le suivant :

1^o 38 euros au plus pour les contraventions de la 1^{re} classe ;

2^o 150 euros au plus pour les contraventions de la 2^e classe ;

3^o 450 euros au plus pour les contraventions de la 3^e classe ;

4^o 750 euros au plus pour les contraventions de la 4^e classe ;

5^o 1 500 euros au plus pour les contraventions de la 5^e classe, montant qui peut être porté à 3 000 euros en cas de récidive lorsque le règlement le prévoit, hors les cas où la loi prévoit que la récidive de la contravention constitue un délit. »

Article 521-1 : « Le fait, publiquement ou non, d'exercer des sévices graves ou de commettre un acte de cruauté envers un animal domestique, ou apprivoisé, ou tenu en captivité, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende [...].

En cas de sévices graves ou d'actes de cruauté sur un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité prévus au présent article, est considéré comme circonstance aggravante le fait d'être le propriétaire ou le gardien de l'animal [...].

Les personnes physiques coupables des infractions prévues au présent chapitre encourent également les peines complémentaires d'interdiction, à titre définitif ou non, de détenir un animal et d'exercer, soit définitivement, soit temporairement, dans ce dernier cas pour une durée qui ne peut excéder cinq ans, une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction [...].

Est puni des mêmes peines l'abandon d'un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité, à l'exception des animaux destinés au repeuplement [...].

Est considéré comme circonstance aggravante de l'acte d'abandon le fait de le perpétrer, en connaissance de cause, dans des conditions présentant un risque de mort immédiat ou imminent pour l'animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité. »

Article R.654-1 : « Hors le cas prévu par l'article 521-1, le fait, sans nécessité, publiquement ou non, d'exercer volontairement de mauvais traitements envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe [...]. »

Document 3 : un exemple de décision de justice

Il est possible de proposer des articles de presse rendant compte d'une décision de justice. On peut également s'appuyer sur les décisions elles-mêmes, accessibles sur la [base de données de la jurisprudence administrative](#) : par exemple, la décision n° 2202707 du tribunal administratif de Clermont-Ferrand rendue le 23 janvier 2025.

Extraits des pages 33/34 du livret d'accompagnement BAC

Extraits des pages 29/30 du livret d'accompagnement BAC

Ressources pédagogiques

- Ressources éducol en ligne concernant [l'éducation au développement durable](#). On peut ainsi consulter la page consacrée à la sensibilisation des jeunes citoyens à la [préservation de la biodiversité](#). On peut encore utiliser celle qui porte sur l'éducation aux enjeux posés par le [changement climatique](#). Le jeu « [Le climat et l'alimentation durable](#) » (Jouer à débattre) y est présenté.
- Sur la page éducol [Ressources pour l'étude de la Constitution](#), on peut consulter la fiche thématique consacrée à [l'environnement dans la Constitution](#), qui propose une synthèse et une sélection de décisions faisant application de la Charte de l'environnement. Des séquences sont également proposées, dont une intitulée « [Constitution, liberté d'entreprendre et protection de l'environnement](#) ».

Extrait de la page 26 du livret d'accompagnement CAP

Ressources documentaires complémentaires

- La loi pénitentiaire et les droits des prisonniers : [loi du 24 novembre 2009 sur le site Légifrance.](#)
- [La justice pénale des mineurs en France de 1791 à nos jours](#) sur le site [vie-publique.fr](#) (5 octobre 2021).
- [La prise en charge en détention](#), page du ministère de la Justice (sans date).
- [Enseignement et formation d'un détenu en prison](#), page du site [service-public.fr](#) (novembre 2024).
- [L'observatoire international des prisons.](#)
- [Site du contrôleur général des lieux de privation de liberté.](#)
- « [Conditions de détention indignes : quels recours pour les personnes incarcérées ?](#) », [vie-publique.fr](#), 9 octobre 2024.

II. Illustrer la logique de compétences attendues



Daumier, H. (1848). *La République* [Huile sur toile]. Musée d'Orsay, Paris, France.

1. Finalité de l'EMC : construire une culture de la démocratie en développant les compétences civiques et citoyennes

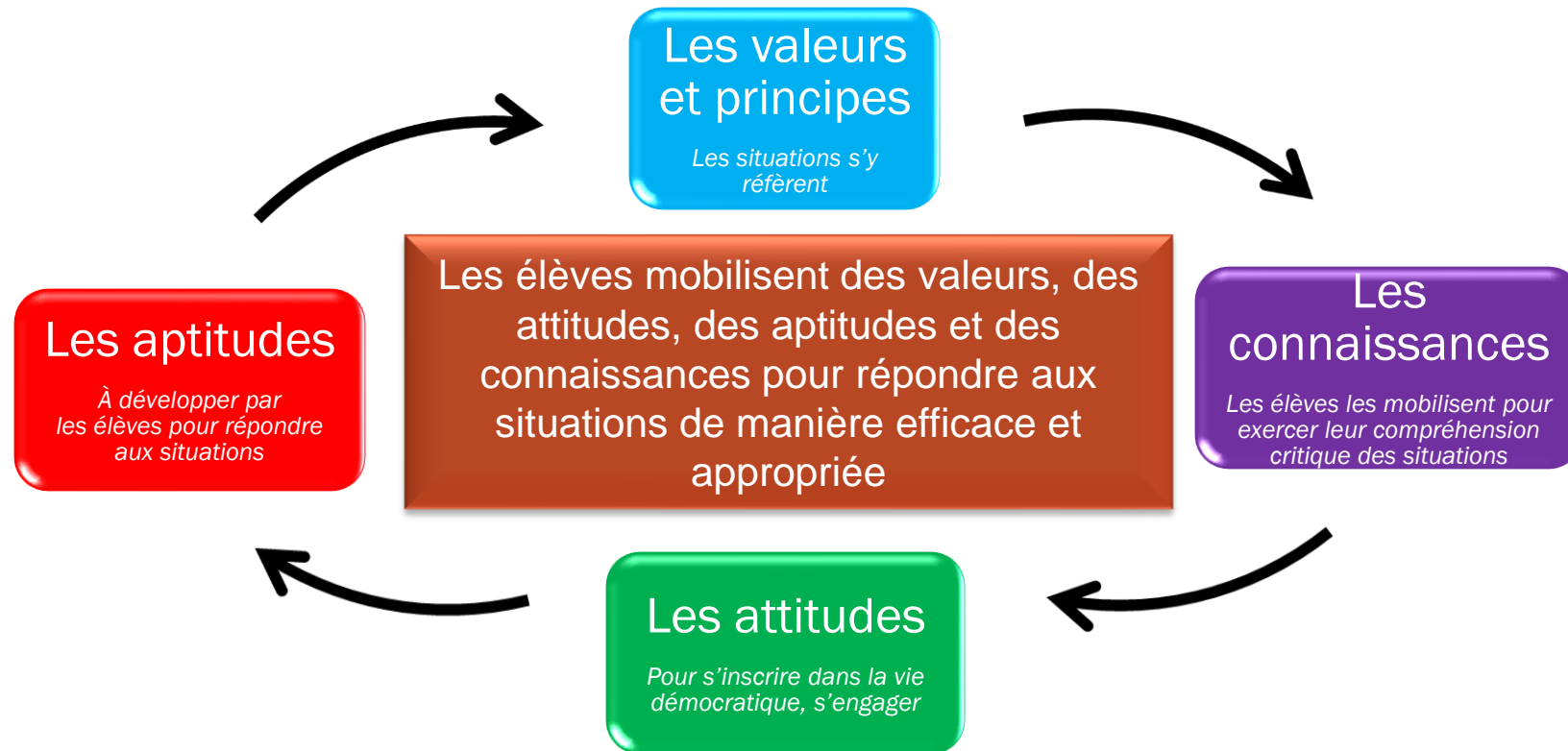
« Pour construire une culture de la démocratie, l’enseignement moral et civique vise à développer les compétences civiques et citoyennes des élèves »

« La construction de ces compétences s’opère à travers quatre grandes dimensions »

Programme d’EMC, juin 2024.

Les valeurs et les principes	Les connaissances	Les attitudes	Les aptitudes
<ul style="list-style-type: none">- liberté, égalité, fraternité et laïcité- solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations- respect de la dignité humaine- État de droit	<ul style="list-style-type: none">- citoyenneté et institutions nationales et européennes- règle et droit- défense, sécurité et résilience nationale- développement durable et transition écologique- information et médias	<ul style="list-style-type: none">- respect d’autrui et acceptation des différences- respect de soi, maîtrise de soi- prise d’initiative dans le respect des règles, des autres et de l’environnement- esprit civique et sentiment d’appartenance à une collectivité- engagement et sens des responsabilités- équilibre entre l’initiative individuelle et l’acceptation des règles communes	<ul style="list-style-type: none">- écoute et observation, réflexion et discernement, esprit critique- capacité à exprimer ce que l’on ressent et empathie- apprentissage autonome- implication dans un projet collectif et coopération- participation à un débat pour résoudre les conflits et/ou prendre des décisions

Développer les compétences civiques et citoyennes des élèves



« Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République »

Article L 111-1 du Code de l'Éducation

Durant la séquence les élèves sont confrontés à des situations démocratiques élaborées par l'enseignant à partir d'un thème d'EMC.

À la fin de la séquence, les élèves ont développé des compétences civiques et citoyennes.

2. Des propositions pédagogiques qui investissent les quatre dimensions des compétences civiques et citoyennes

Des séquences qui investissent les quatre dimensions des compétences civiques et citoyennes

Thème : *L'État de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux* (niveau CAP)

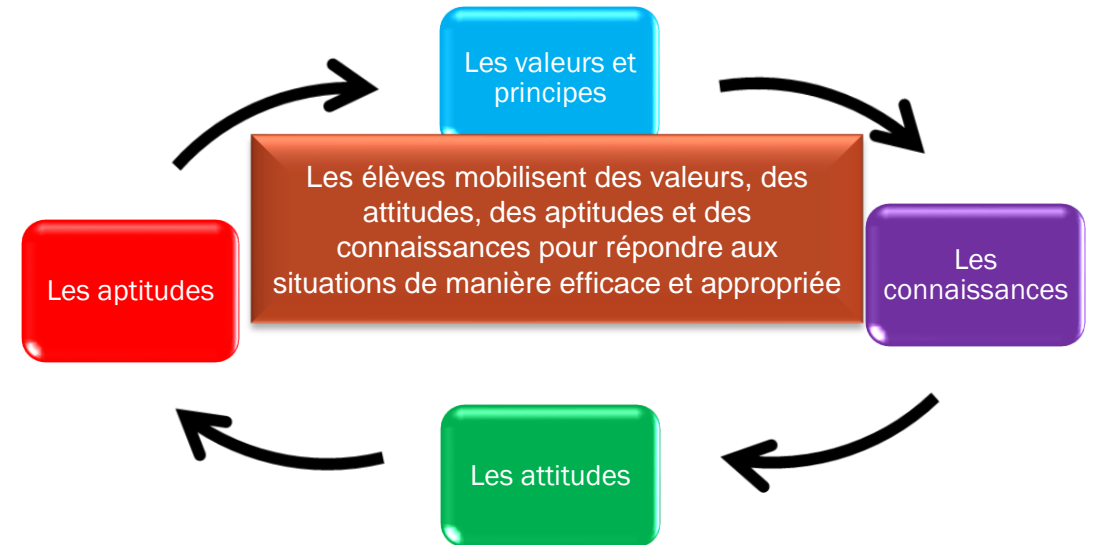
Proposition de séquence (CAP)

Garant des libertés et des droits fondamentaux : l'État de droit

Compétences travaillées pour construire une culture de la démocratie

- Valoriser la liberté, l'égalité et la fraternité, la laïcité, le respect de la dignité humaine et l'État de droit.
- Développer une compréhension critique de la citoyenneté, des institutions nationales et européennes, de la règle et du droit.
- Développer l'esprit civique, le sentiment d'appartenance à une collectivité, le sens de la responsabilité et du respect.
- Développer ses aptitudes à l'écoute et à l'observation, à la réflexion et au discernement, son esprit critique.
- Exprimer ce que l'on ressent, développer sa capacité d'empathie.
- Développer l'aptitude à apprendre en autonomie.
- S'impliquer dans un projet collectif et coopérer.

Extrait de la page 11 du livret d'accompagnement CAP



Durant la séquence les élèves sont confrontés à des situations démocratiques élaborées par l'enseignant à partir d'un thème d'EMC.

À la fin de la séquence, les élèves ont développé des compétences civiques et citoyennes.

Des projets qui investissent les quatre dimensions des compétences civiques et citoyennes

Thème : *Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité*
(niveau seconde)

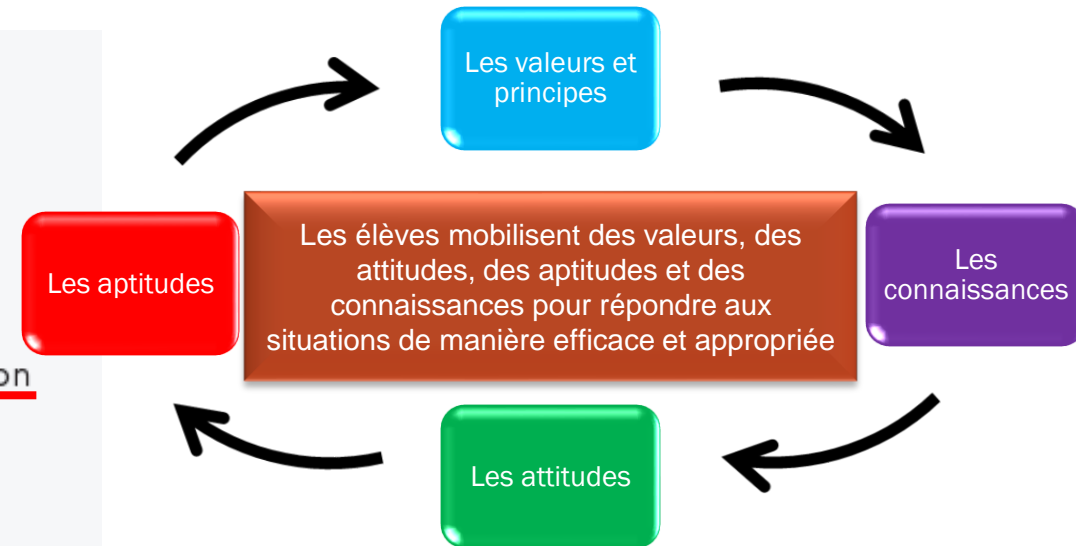
Proposition de projet (2^{nde})

Simuler un procès de maltraitance animale

Compétences travaillées pour construire une culture de la démocratie

- Promouvoir la démocratie, la justice, l'équité, l'égalité et l'État de droit.
- Prendre des initiatives dans le respect des règles, des autres et de l'environnement.
- Développer le sens de l'engagement et des responsabilités.
- Apprendre en autonomie.
- Développer ses capacités d'écoute et d'observation, de réflexion et de discernement, son esprit critique.
- S'impliquer dans un projet collectif et coopérer.
- Développer sa connaissance et sa compréhension critique du droit, du développement durable et de la transition écologique.

Extrait de la page 28 du livret d'accompagnement BAC



Durant la séquence les élèves sont confrontés à des situations démocratiques élaborées par l'enseignant à partir d'un thème d'EMC.

À la fin de la séquence, les élèves ont développé des compétences civiques et citoyennes.

Des activités qui investissent les quatre dimensions des compétences civiques et citoyennes

Thème : *Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité (niveau CAP)*

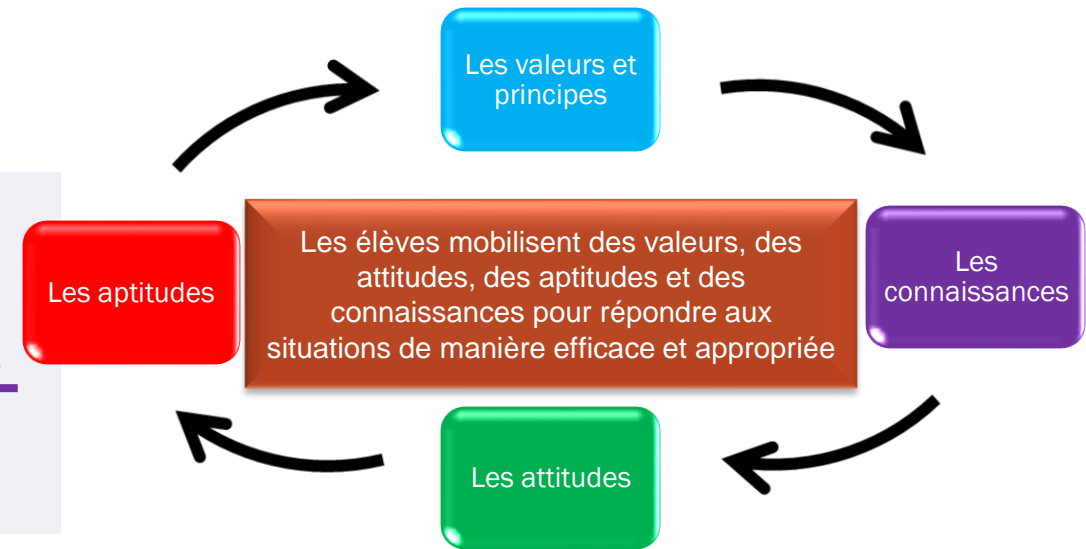
Proposition d'activité (CAP)

La protection de l'environnement, un droit consacré par la Constitution, en milieu professionnel

Compétences travaillées pour construire une culture de la démocratie

- Promouvoir l'État de droit.
- Comprendre les enjeux du développement durable et de la transition écologique.
- Développer le sens de l'engagement et des responsabilités.
- Développer les capacités de réflexion et de discernement, l'esprit critique.

Extrait de la page 23 du livret d'accompagnement CAP



Durant la séquence les élèves sont confrontés à des situations démocratiques élaborées par l'enseignant à partir d'un thème d'EMC.

À la fin de la séquence, les élèves ont développé des compétences civiques et citoyennes.

3. Point de vigilance

Point de vigilance

L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)

Notions abordées	Contenus d'enseignement	Démarches et situations d'apprentissage possibles
<p><u>État de droit</u> (vu en 4^e)</p> <p><u>Sécularisation</u> <u>Hiérarchie des normes</u></p> <p><u>Laïcité</u> (vue en CM2, 6^e et 3^e) <u>Pluralisme</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> L'État de droit, dans lequel la justice est indépendante, les pouvoirs publics sont soumis au droit et les citoyens égaux devant la loi, est garant des libertés et des droits fondamentaux ; L'État de droit est le fruit d'une triple évolution : la sécularisation de la politique (séparation des autorités politique et religieuse), l'affirmation des droits fondamentaux de la personne humaine et la mise en place d'une hiérarchie des normes de droit (qui soumet l'appareil étatique lui-même à la loi) ; en France, la distinction du politique et du religieux est adossée au principe de la laïcité, qui consacre la séparation des Églises et de l'État (loi de 1905) et impose la neutralité à ses agents. Ainsi, l'État ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En assurant que l'État traite de manière égale les citoyens, quelles que soient leurs convictions, la laïcité garantit de manière ferme la liberté de conscience et le pluralisme des croyances ; 	<p>À partir des textes européens (Convention européenne des droits de l'homme - CEDH, Charte européenne des droits fondamentaux), définir, par une approche historique, l'État de droit en s'appuyant sur les éléments abordés en quatrième.</p> <p>Étudier une décision de justice administrative (Conseil d'État).</p> <p>Étudier la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905 (art. 1, 2, 31, 44) : définir le principe de séparation, décrire son organisation, faire comprendre le primat du droit positif sur les règles religieuses et, notamment, en quoi il consolide les droits et les libertés publiques ; rappeler que la laïcité n'est pas l'athéisme. Étudier plus particulièrement les implications du principe de laïcité à l'école (primat des connaissances sur les croyances, espace de neutralité propre au développement de l'esprit critique) et dans le monde du travail, en distinguant services publics et entreprises privées, agents publics et usagers.</p>

Extrait programme EMC, juin 24 – LYCÉE – Seconde
« Droits, libertés et responsabilité »

❑ Le programme indique les principes et valeurs en jeu ainsi que les connaissances à acquérir (« notions abordées »)

❑ Les **aptitudes** et les **attitudes** à développer ne sont pas indiquées dans les différents thèmes du programme.

Pourtant, il est nécessaire de **les combiner** aux valeurs et principes ainsi qu'aux connaissances pour **construire les compétences civiques et citoyennes**.

III. Outiller et inspirer



Béroud, L. (1902). *L'élève appliquée dans la salle Rubens, Louvre, Paris* [Huile sur toile]. Dahesh Museum of Art, New York, États-Unis.

1. Les pistes de mise en œuvre recommandées par le programme

Un programme curriculaire

- Extraits du préambule

Le programme d'enseignement moral et civique répond à l'ambition que nourrit l'École de la République de **former les élèves à l'exercice et à une conscience claire de leur citoyenneté**. Il les aide à élaborer une idée du bien public qui transcende les intérêts particuliers. [...]

Le programme d'enseignement moral et civique assure une **connaissance du cadre institutionnel de la République française et de l'Union européenne**. Il **participe** pleinement à **l'éducation aux médias et à l'information** (EMI) ainsi qu'à **l'éducation au développement durable** (EDD). Il met en avant la dimension humaine des relations sociales, politiques, économiques et culturelles, en contribuant à développer la capacité d'empathie des élèves. Enfin, **il développe et consolide des compétences qui permettront aux futurs adultes de contribuer à résoudre des problèmes collectifs** de leur temps.

Conçu dans une perspective de **cohérence** et de **progressivité** des cycles d'apprentissage, le programme d'enseignement moral et civique présente distinctement, pour chaque année, les notions, les contenus que les élèves doivent acquérir. [...]

L'ambition du programme est d'**ouvrir** l'enseignement moral et civique **sur le monde extérieur**, tantôt saisi dans sa proximité, en l'inscrivant dans une logique de territoire, tantôt appréhendé dans sa globalité (la Nation, l'Europe et le monde, la planète Terre), sans omettre les enjeux de l'univers numérique dans lequel nous sommes de plus en plus engagés.

Partir de l'examen de situations réelles, d'analyses savantes ou de descriptions imaginaires

Argumenter à l'oral et à l'écrit

Débattre

S'appuyer sur un ensemble de documents de référence

Partager les expériences

Coopérer

Réaliser un projet

- « L'enseignement moral et civique se déploie, dans la mesure du possible, à partir de l'examen de situations réelles [...] d'analyses savantes [...] ou de descriptions imaginaires [...]. »
- « Il contribue au développement des compétences orales à travers, notamment, la pratique de l'argumentation. »
- « Le débat réglé, comme la discussion argumentée, permettent aux élèves d'éprouver, de comprendre et de mettre en perspective les valeurs et les principes qui régissent notre société démocratique. »
- « L'enseignement moral et civique s'appuie sur un ensemble de documents de référence (juridiques, historiques, patrimoniaux, littéraires, etc.). »
- « Il est également un lieu de partage d'expérience, soit des élèves eux-mêmes, [...] soit d'adultes sollicités dans ce but. »
- « L'enseignement moral et civique se prête particulièrement aux travaux et aux démarches qui placent les élèves en situation de coopérer et favorisent les échanges et la confrontation des idées. »
- « Il peut voir naître des projets individuels et collectifs »

Programme d'EMC, juin 2024.

2. Des séquences

Exemple 1 : livret d'accompagnement niveau CAP

Thème : *L'État de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux*

Séquence : L'État de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux

Séance 1 : Qu'est-ce que l'État de droit ?

Séance 2 : Un principe fondamental de l'État de droit en France : la laïcité

Séance 3 : L'État de droit et le travail des mineurs

Séance 4 : État de droit et condition pénitentiaire

Contenus d'enseignement (programme)

L'État de droit est le fruit d'une triple évolution : la séparation des espaces politique et religieux, l'affirmation des droits fondamentaux de la personne humaine et la soumission de l'appareil étatique lui-même à la loi.

En France, la séparation du politique et du religieux est adossée au principe de laïcité, qui consacre la séparation des Églises et de l'État et impose la neutralité à ses agents dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, l'État ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. La laïcité garantit de manière ferme la liberté de conscience et le pluralisme des croyances.

L'État de droit constitue à la fois une garantie des libertés fondamentales et la possibilité d'une évolution et/ou d'un approfondissement de la loi. Il crée de nouveaux droits et de nouvelles libertés. Membre de l'Union européenne, la France doit conformer son droit au droit européen.

L'État de droit n'est cependant pas exclusif de la restriction des libertés (par exemple pour le maintien de l'ordre public) ni de la privation de liberté (par exemple pour les individus condamnés par la justice).

Exemple 2 : livret d'accompagnement niveau seconde

Thème : *Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)*

Séquence : la diffusion de l'information

Séance 1 : S'informer dans une société dans une société démocratique

Séance 2 : S'exprimer sur le rôle des médias sociaux dans le cadre d'un débat : la liberté d'expression dans les médias sociaux constitue-t-elle une chance ou un risque pour le droit à l'information ?

Séance 3 : Le rôle de la loi dans la régulation de l'information

Contenus d'enseignement (programme)

La liberté de la presse et la liberté de s'informer constituent deux piliers fondamentaux de la démocratie. Remises en cause dans tous les régimes autoritaires, elles sont consubstantielles aux libertés d'opinion et d'expression, et elles permettent le pluralisme en matière d'information.

Encadrée par la loi, la liberté de la presse doit relever le défi du numérique, qui multiplie les possibilités d'information, mais altère la fiabilité des sources et fragilise les circuits de diffusion réglée de l'information. Par un phénomène de boucle, de nouvelles possibilités d'information donnent lieu à de nouvelles possibilités de désinformation.

Les médias sociaux sont un lieu de liberté d'expression, mais ils sont aussi un vecteur de désinformation et amplifient les « discours de haine ».

Exemple 3 : livret d'accompagnement niveau seconde

Thème : *Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité*

**Séquence : développer la démocratie
environnementale au lycée**

Séance 1 : La démocratie environnementale :
l'affaire de tous ?

Séance 2 : Au lycée, s'engager pour la protection
de l'environnement et la sauvegarde de la
biodiversité

Contenus d'enseignement (programme)

Intégrée au bloc de constitutionnalité, la Charte de l'environnement (2004) consacre le droit à un environnement sain et engage la responsabilité individuelle et collective pour le respect et la protection du vivant et de la biodiversité.

Le droit environnemental induit la responsabilité des États, des producteurs, et même des consommateurs. L'animal y est institué comme « objet de droit » dans le contexte d'un « respect du vivant ».

Exemple 1 : livret d'accompagnement niveau CAP

Thème : *Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)*

Projet - création d'une revue de presse	Les points des contenus d'enseignement pouvant être travaillés à chaque étape
Étape 1 : la sélection de l'information	Le point 1, le point 2 et le point 3
Etape 2 : la mise en forme	Le point 1
Etape 3 : la diffusion	Le point 1, le point 2 et le point 3

Contenus d'enseignement (programme)

1. La liberté de la presse et la liberté de s'informer constituent deux piliers fondamentaux de la démocratie. Remises en cause dans tous les régimes autoritaires, elles sont consubstantielles aux libertés d'opinion et d'expression et elles permettent le pluralisme en matière d'information.
2. Encadrée par la loi, la liberté de la presse doit relever le défi du numérique, qui développe les possibilités d'information mais altère la fiabilité des sources et fragilise les circuits de diffusion réglée de l'information. Par un phénomène de boucle, de nouvelles possibilités d'information donnent lieu à de nouvelles possibilités de désinformation.
3. Les médias sociaux sont un lieu de liberté d'expression, mais ils sont aussi un vecteur de désinformation et amplifient les « discours de haine ».

Thème : Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité

Projet : simuler un procès de maltraitance animal	Les points des contenus d'enseignement pouvant être travaillés à chaque étape
Étape 1 : présentation du déroulement d'une audience correctionnelle et répartition des rôles	
Etape 2 : travail en groupe	Le point 1, le point 2 et le point 3
Etape 3 : simulation	Le point 1, le point 2 et le point 3
Etape 4 : bilan et mise en perspective de la simulation	Le point 2

Contenus d'enseignement (programme)

1. Intégrée au bloc de constitutionnalité, la Charte de l'environnement (2004) consacre le droit à un environnement sain et engage la responsabilité individuelle et collective pour le respect et la protection du vivant et de la biodiversité.
2. Le droit environnemental induit la responsabilité des États, des producteurs, et même des consommateurs.
3. L'animal y est institué comme « objet de droit » dans le contexte d'un « respect du vivant ».

3. Des activités

Une activité construite dans une logique de continuité avec les PFMP

Exemple : livret d'accompagnement niveau CAP

Thème : *Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité*

Activité : la protection de l'environnement, un droit consacré par la Constitution, en milieu professionnel



Une activité construite dans une logique complémentaire avec l'histoire

Exemple : livret d'accompagnement niveau Seconde

Thème : *L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique*

Activité : un État de droit pour étendre et garantir les droits des femmes

4. Des situations d'argumentation et des débats

Livret d'accompagnement niveau CAP

Thème (proposition pédagogique)

Situation d'argumentation ou débat

L'Etat de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux
(Séquence: garant des libertés et des droits fondamentaux : l'État de droit)

Séance 2 : «Groupe 3 - À partir de la lecture de la lettre de Jules Ferry, de la Charte de la laïcité, et de la loi du 15 mars 2004, l'activité proposée demande aux élèves de rédiger un paragraphe démontrant que l'École publique garantit la liberté de conscience. Les restitutions des productions se font à l'oral et peuvent faire l'objet d'une évaluation. »

Séance 4 : « [...] Les élèves doivent proposer deux ou trois éléments de réponse sous la forme d'un court texte rédigé ou de juxtaposition d'idées répondant à la question suivante : selon vous l'enseignement en prison favorise-t-il la réinsertion ? »

Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)
(Projet : création d'une revue de presse)

Étape 3 : « Elle offre l'occasion d'amener les élèves à s'interroger sur les enjeux de responsabilité liés à la diffusion à partir d'un questionnaire ouvert soumis aux élèves : Peut-on tout publier ? De quelle manière s'assurer que ma revue de presse soit crédible ? Comment se diffuse l'information de nos jours ? Comment les réseaux sociaux présentent-ils l'information ? Quelle est ma responsabilité en tant que publicateur de contenu ? ».

Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité
(Activité : la protection de l'environnement, un droit consacré par la Constitution, en milieu professionnel)

Prolongements et liens possibles

EMC – EMI : il est possible de proposer un travail d'analyse critique de la communication (campagnes de publicité) de grandes firmes transnationales françaises sur la transition écologique en mettant en relation la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et la question de l'écoblanchiment (greenwashing).

La délibération dans les institutions (nationales, européennes, internationales) : l'exemple des questions environnementale
(Activité : simulation d'une négociation climatique)

Temps 2 – La simulation de négociation :

- « Les discours d'ouverture : en séance plénière, chaque délégation d'État prononce son discours d'ouverture ».

- « Les groupes de travail : les élèves d'une même délégation se séparent ensuite pour former deux groupes de travail. Le premier va travailler sur l'atténuation du changement climatique [...] Le second groupe travaille sur l'adaptation ».

	Livret d'accompagnement niveau seconde
Thème (proposition pédagogique)	Situation d'argumentation ou débat
L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique (Activité 2 : condition pénitentiaire, des devoirs et des droits)	Analyse de l'article de presse : « L'objectif final est de proposer une réponse structurée à la question suivante : dans quelle mesure l'enseignement en prison favorise-t-il la réinsertion ? »
Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux) (Séquence : la diffusion de l'information)	Séance 2 : « S'exprimer sur le rôle des médias sociaux dans le cadre d'un débat : la liberté d'expression dans les médias sociaux constitue-t-elle une chance ou un risque pour le droit à l'information ? »
Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité (Projet : simuler un procès de maltraitance animale)	Temps 2 – Travail en groupe : « La deuxième étape consiste à préparer l'oral de chacun des élèves. À partir d'une recherche encadrée par exemple par le professeur documentaliste, le groupe « défense » peut préparer des documents sur la place et le rôle des coopératives agricoles dont il est question dans le documentaire alors que les élèves du groupe « accusation » doivent identifier les infractions. » Temps 3 – Simulation : « Cette étape consiste en la simulation du procès. »
Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité (Séquence : développer la démocratie environnementale au sein du lycée)	Séance 2 (temps 2) : « Et vous dans notre lycée ? Échanger avec les acteurs et actrices qui s'engagent pour la transition écologique. Les élèves, répartis en quatre groupes, rédigent un courriel à destination des différentes personnes identifiées dans le premier temps de la séance pour les inviter à venir échanger avec eux sur la question de l'engagement dans des actions menées auparavant autour des questions de protection de l'environnement. »

5. Compléments pédagogiques

Des points d'attention et de vigilance

Quelques exemples

Points d'attention et de vigilance

- Privilégier des situations concrètes d'enseignement permettant aux élèves de comprendre, à leur échelle, la notion de responsabilité environnementale et les différents degrés et différentes formes d'engagement autour de la transition écologique.
- Établir des liens avec le programme d'économie-gestion pour faciliter l'appropriation par les élèves du concept de « personne morale » et aider à la bonne compréhension des enjeux autour des responsabilités environnementales.
- Trouver un équilibre entre une approche trop naïve des vertus de la démocratie environnementale et une approche trop anxiogène qui ne laisserait pas entrevoir de solution.

Livret seconde – Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité.

Proposition de séquence : développer la démocratie environnementale au sein du lycée (pages 32)

Points d'attention et de vigilance

- Être attentif à la pluralité des sources et des supports d'information utilisés.
- Privilégier des situations d'enseignement qui permettent aux élèves de s'exprimer tout en respectant des opinions divergentes pour favoriser un débat constructif et réflexif sur le traitement de l'information.
- Éviter une approche déséquilibrée entre les 2 axes de la thématique (liberté et responsabilité).
- Favoriser la maîtrise de références juridiques des libertés travaillées dans le cadre de l'information afin de permettre aux élèves de mobiliser ou confronter des informations responsables.
- Prendre conscience de l'impact de la diffusion d'une revue de presse auprès du public.

Livret CAP – Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)

Proposition d'une démarche de projet : création d'une revue de presse (pages 17)

Des propositions pour l'évaluation

Quelques exemples

Propositions pour l'évaluation

Le travail de l'élève peut être évalué durant toute l'organisation de la tâche finale :

- rédaction guidée d'un texte introductif à la séance d'échange avec présentation des grands enjeux ;
- autonomie et engagement dans la préparation de la discussion.

On peut aussi envisager d'évaluer une restitution des échanges (par exemple sous forme d'exposition ou de podcast) qui permette de faire connaître à l'ensemble du lycée le travail mené sur la démocratie environnementale à l'échelle de la classe.

Livret seconde – Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité.

Proposition de séquence : développer la démocratie environnementale au sein du lycée (pages 32)

Exemples de réussite

- L'élève soutient que la liberté d'informer est essentielle en démocratie.
- L'élève peut sélectionner les sources d'information les plus fiables parmi celles qui sont disponibles.
- L'élève peut suivre, définir, hiérarchiser et accomplir des tâches sans supervision directe.
- L'élève, en tant que membre d'une équipe, effectue sa part du travail et s'efforce d'établir une bonne ambiance de travail avec les autres membres.

Livret CAP – Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)

Proposition d'une démarche de projet : création d'une revue de presse (pages 17)

Des prolongements et liens possibles

Quelques exemples

Prolongements et liens possibles

Cette séquence peut être mise en lien avec le programme de géographie « Des réseaux de production et d'échanges mondialisés » et la capacité « Connaître et comprendre les Objectifs de Développement Durable tels que définis par l'UNESCO ».

Dans le cadre du cours de français **S'informer, informer : les circuits de l'information**, le professeur peut inviter les élèves à comparer deux interprétations différentes de la traduction dans la loi des différentes recommandations de la convention citoyenne pour le climat :

- celle du ministère de l'Écologie, sur la page consacrée au « [suivi de la convention citoyenne pour le climat](#) » ;
- celle du média écologiste indépendant Reporterre, dans un article en ligne de Gaspard d'Allens, Nicolas Boëuf et Léa Dang intitulé « [Convention pour le climat : seuls 10 % des propositions ont été reprises par le gouvernement](#) » (31 mars 2021).

Livret seconde – Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité.

Proposition de séquence : développer la démocratie environnementale au sein du lycée (pages 32)

Prolongements et liens possibles

Le projet peut être articulé au travail, en français, sur l'objet d'étude : « Informer, s'informer, communiquer ».

Le CLEMI propose de nombreuses ressources pédagogiques sur son site Internet :

- [étudier un événement vu par la presse internationale](#) ;
- [comprendre une ligne éditoriale](#).

Le projet de revue de presse peut être valorisé lors de la [semaine de la presse et des médias dans l'École](#). Il peut également s'inscrire dans une action éducative, par exemple le concours [Mediatiks](#), qui permet de valoriser les productions des élèves. Les médias locaux proposent souvent des partenariats.

Livret CAP – Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)

Proposition d'une démarche de projet : création d'une revue de presse (pages 17)



Tableaux récapitulatifs des propositions pédagogiques

Droits, libertés et responsabilité en CAP

Thèmes

Propositions pédagogiques

L'État de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux

- Séquence : garant des libertés et des droits fondamentaux : l'État de droit

Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)

- Projet : création d'une revue de presse

Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité

- Activité : la protection de l'environnement, un droit consacré par la Constitution, en milieu professionnel

La délibération dans les institutions (nationales, européennes, internationales) : l'exemple des questions environnementale

- Activité : simulation d'une négociation climatique

Droits, libertés et responsabilité en seconde baccalauréat professionnel

Thèmes	Propositions pédagogiques
L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique	<ul style="list-style-type: none">• Activité 1 : Un État de droit pour étendre et garantir les droits des femmes• Activité 2 : La condition pénitentiaire, des devoirs et des droits
Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)	<ul style="list-style-type: none">• Séquence : la diffusion de l'information
Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none">• Projet : simuler un procès de maltraitance animale• Séquence : développer la démocratie environnementale au lycée